

« Il n’y a pas assez de places en pédopsychiatrie » : le secteur médico-social s’alarme

Les places manquent pour les personnes handicapées ou les enfants en famille d’accueil. En Pays de la Loire, le secteur médico-social tire la sonnette d’alarme. « Pour 2024, il ne faut pas que ça craque, mais on peut dire qu’il devient de plus en plus complexe de gérer des structures d’aide », avertit la présidente de l’Uriopss.



Les places dans les structures ne répondent plus à la demande, s’inquiète l’Uriopss, l’Union régionale interfédérale des organismes privés sanitaires et sociaux. |

C’est un constat de dégradation générale que dresse l’Uriopss (Union régionale interfédérale des organismes privés sanitaires et sociaux). Sa présidente, Caroline Urbain, s’inquiète pour 2024 du manque de places en santé mentale et des retards dans le placement des enfants. « **Depuis notre mise en garde d’octobre 2023, la situation n’a pas changé : nous voyons apparaître des personnes qui se trouvent en difficulté sur la santé mais aussi l’aide alimentaire, les loyers, les factures, l’endettement. Pour 2024, il ne faut pas que ça craque, mais on peut dire qu’il devient de plus en plus complexe de gérer des structures d’aide. »**

La psychiatrie dans le rouge

Dans plusieurs domaines médico-sociaux, les tensions sont fortes : **« On manque de places dans le domaine du handicap, il n’y a pas assez de recrutements dans les structures, souvent faute de candidats, et les dossiers de placements d’enfants accusent des délais importants »** explique la présidente Caroline Urbain. La situation de la psychiatrie est particulièrement pointée du doigt : **« Il y a aujourd’hui près de dix-huit mois d’attente pour avoir un accès en centre médico-psychologique. Dans les Pays de la Loire, on ne compte pas assez de places en pédopsychiatrie. »**

« En deçà des besoins d’accueil »

Pour Cécile Petident, administratrice à l’Uriopss, **« nous vivons une situation dégradée car toutes les politiques sociales sont en deçà des besoins d’accueil. En 2022, 11 % des Ehpad se trouvaient en situation dégradée. Nous attendons beaucoup de la loi Grand âge. »** Dans le domaine du handicap, **« nous estimons que près de 1 200 adultes en Loire-Atlantique ne sont pas dans des structures adaptées à leur handicap. Dans le Maine-et-Loire, quelque 240 enfants handicapés sont en attente de places adaptées. »**

La situation est tout aussi compliquée dans le domaine de la protection de l’enfance. Sébastien Gaudin, directeur de structure, constate que **« 320 mesures de placement ne sont pas exécutées ou mal exécutées en Loire-Atlantique, et 110 en Mayenne »**. Il note aussi : **« Nous nous trouvons face à une forte augmentation du nombre de placements. Et nous sommes confrontés à un grand manque de familles d’accueil. »** Il explique que, depuis la crise du Covid et les mesures de confinement, **« les violences intrafamiliales ne se sont pas atténuées »**.

L’Uriopss demande donc aux instances médico-sociales des **« politiques publiques ambitieuses. Nous ne voulons pas que le modèle français de solidarité bascule vers de l’assistanat »**, souligne Sébastien Gaudin.